

Le Point Économie

Magistat de la Cour des comptes en disponibilité, François Ecalle est l'auteur d'un site Internet de référence sur les finances publiques, *Efisco*. Il nous livre son regard d'expert sur la réponse économique du gouvernement à la crise déclenchée par le coronavirus. Selon lui, les mesures devront encore aller plus loin pour préserver la capacité de rebond de l'économie française.


Le Point : La réponse du gouvernement à la crise économique liée au virus vous paraît-elle à la hauteur de la situation ?

Crise économique liée au coronavirus : « Le gouvernement mégote »

INTERVIEW. Spécialiste des finances publiques, François Ecalle appelle l'exécutif à aider davantage les entreprises. Mais ces mesures doivent être temporaires.

Propos recueillis par Marc Vignaud

Pub. ✕



**LA NEWSLETTER
L'ESSENTIEL**

Pour suivre l'évolution de l'actualité sur cette crise inédite majeure, recevez chaque jour à 18 heures l'essentiel de l'information analysée et décryptée par la rédaction du *Point* et nos alertes info en temps réel.

[Cliquez ici pour accéder à nos contenus en ligne](#) ✕



Magistrat de la Cour des comptes en disponibilité, François Ecalte est l'auteur d'un site Internet de référence sur les finances publiques, [Fipeco](#). Il nous livre son regard d'expert sur la réponse économique du gouvernement à la crise déclenchée par le coronavirus. Selon lui, les mesures devront encore aller plus loin pour préserver la capacité de rebond de l'économie française.

Le Point : La réponse du gouvernement à la crise économique liée au virus vous paraît-elle à la hauteur de la situation ?

[guydemarlefr](#)

Annonce [Moule 6 Grands ronds FLEXIPAN® ORIGINE](#)



François Ecalte : Le problème, c'est qu'on part d'un déficit relativement élevé et largement structurel alors que notre niveau de dette est lui-même élevé. Il ne faut donc pas prendre des mesures durables, mais temporaires. Pour le moment, le gouvernement n'en a pas pris beaucoup : sur le plan de 45 milliards annoncé, en réalité, il n'y en a que 12 qui comptent vraiment. Le reste, ce sont des mesures de trésorerie à l'intérieur de l'année comme la possibilité de ne payer ni impôts ni cotisations en mars et avril. Mais, pour l'instant, il est prévu de les rattraper d'ici à la fin de l'année... Ces mesures n'ont d'impact ni sur les comptes des entreprises ni sur le déficit public.

Il y a tout de même la mesure de

LA NEWSLETTER L'ESSENTIEL

Pour suivre l'évolution de l'actualité sur cette crise inédite majeure, recevez chaque jour à 18 heures l'essentiel de l'information analysée et décryptée par la rédaction du *Point* et nos alertes info en temps réel.

Rejoignez-nous sur notre journal : créez votre compte pour accéder à nos contenus en ligne ici

Oui, et vu son succès, il aura un coût bien plus important que les 8,5 milliards prévus dans la loi de finances rectificative. Il va falloir en faire une autre très vite. Mais pour l'instant, il n'y a à peu près que ça. On reste très loin de ce qu'avait fait la France en 2009, pour réagir à la crise financière. Cette année-là, le gouvernement avait pris pour l'équivalent de 30 milliards d'aujourd'hui de mesures temporaires.

Lire aussi Coronavirus : le chômage partiel, victime de son succès

Quand le gouvernement parle de réponse sans précédent, ce n'est pas vrai ?

Non, pour le moment, ce n'est pas vrai. Et puis il mélange des tas de choses : on parle de 300 milliards d'euros de prêts garantis par l'État. En 2009, il l'avait fait aussi même si, à l'époque, il s'agissait essentiellement de garanties sur les emprunts des banques et d'un peu de garanties pour l'industrie automobile. Elles avaient été peu utilisées et l'État avait fini par garder de l'argent. Sur ce plan, on est donc sur des mesures assez proches que ce que l'État avait fait à l'époque.

Lire
ent



ent le gouvernement espère protéger

Qu

LA NEWSLETTER L'ESSENTIEL

Pour suivre l'évolution de l'actualité sur cette crise inédite majeure, recevez chaque jour à 18 heures l'essentiel de l'information analysée et décryptée par la rédaction du *Point* et nos alertes info en temps réel.

Deja abonné à notre journal ? Créez votre compte pour accéder à nos contenus en ligne ici

On peut aller beaucoup plus loin, mais, encore une fois, à condition que cela reste temporaire. Le risque vu la situation, ce sont les faillites d'entreprise. Elles n'auront a priori pas de problème de liquidités, puisque l'État leur propose des prêts garantis et que la Banque centrale européenne va racheter des titres de dette d'entreprises. Mais pour qu'une entreprise survive, il faut non seulement qu'elle ait accès à de la liquidité, mais aussi qu'elle soit solvable. Le jour où les banques arrêteront le prêt garanti par l'État, il faudra que les entreprises puissent avoir des fonds propres pour amortir les futurs chocs économiques. Or les comptes d'exploitation des entreprises en 2020 vont être catastrophiques : elles vont toutes enregistrer des pertes ! Leur bilan va se dégrader même si l'État prend en charge les salaires via le chômage partiel. Il y a tout un tas d'autres charges qu'il faut bien payer... Il faudrait donc prendre une mesure de baisse d'impôts ou de cotisations sociales qui permette d'améliorer les comptes d'exploitations.

Lire aussi Artus – Coronavirus : comment échapper à une crise économique durable ?

Que préconisez-vous ?

À r
coti
car
oub



LA NEWSLETTER L'ESSENTIEL

Pou

Pour suivre l'évolution de l'actualité sur cette crise inédite majeure, recevez chaque jour à 18 heures l'essentiel de l'information analysée et décryptée par la rédaction du Point et nos alertes info en temps réel.

La l
d'er
pou

arges sociales pendant deux à trois mois. Les
ssi salariales des régimes obligatoires de base,
i peu la demande en fin de crise. Il ne faut pas
eurs.

autres baisses d'impôts ?

les sociétés n'a pas d'intérêt quand beaucoup
pas d'effet sur les comptes d'exploitation. On
oduction, mais le problème, c'est qu'ils ne
ars, ou des très grandes entreprises (pour le

Rejoignez-nous à notre journal : créez votre compte pour accéder à nos contenus en ligne ici

compense leurs pertes. Compenser des baisses de cotisations pour la Sécu est beaucoup plus simple.

Combien cela coûterait-il à l'État ?

Pour deux mois, 30 milliards d'euros. Pour l'instant, le gouvernement mégote, alors que ce n'est pas le moment. Il y va progressivement, on sent qu'il ne veut pas sortir dès maintenant la grosse artillerie.

Croyez-vous à une reprise en V, une fois le confinement terminé ?

Je n'y crois pas. Avant que les flux d'échanges internationaux reviennent à la normale, il faudra beaucoup de temps. La Chine commence à se remettre, mais a encore du mal à exporter en Europe et aux États-Unis, car tout est bloqué. L'économie mondiale ne pourra repartir normalement que lorsque la crise sanitaire sera terminée partout, en espérant qu'il n'y ait pas de seconde vague !

Et puis cette crise va faire des dégâts considérables dans des pays qui n'ont pas les mêmes systèmes de santé que nous ni les mêmes capacités à s'endetter, même si le Fonds monétaire international (FMI) devrait intervenir. Beaucoup d'entreprises françaises exportent et il faudra du temps avant qu'elles retrouvent des niveaux d'exportations normaux.

Bref, cela ne va pas repartir comme ça du jour au lendemain. Il n'y aura pas de V. Je ne pense d'ailleurs pas qu'il faudra prendre des mesures de redressement des finances publiques en 2021. Il faut des mesures temporaires massives cette année, puis laisser l'activité repartir sans essayer de redresser les finances publiques.

Lire aussi L'activité économique en chute de 35 % à cause du confinement

Par
de
l'éc



LA NEWSLETTER L'ESSENTIEL

Il fa
jou
avo
Lire
Est

Pour suivre l'évolution de l'actualité sur cette crise inédite majeure, recevez chaque jour à 18 heures l'essentiel de l'information analysée et décryptée par la rédaction du Point et nos alertes info en temps réel.



le déficit et la dette ? Une nouvelle phase partir de 2012-2013, même une fois que probable...

tte, pour arriver à la stabiliser. Il y a bien un ire baisser la dette publique, car il pourrait y

nt : la dette d'après

el un pays comme l'Italie revenir à un

Je vous invite à notre journal. Créez votre compte pour accéder à nos contenus en ligne ici

Dans la zone euro, le gros problème, c'est l'Italie. Le risque pour la France, c'est l'éclatement de la zone euro à cause de ce maillon faible. Je pense que les Allemands et les Hollandais sont prêts à aider l'Italie pour lutter contre le coronavirus. Mais ils n'ont pas vraiment envie de l'aider c'est si c'est pour qu'ils reviennent à la retraite à 60 ans. C'est tout le dilemme allemand. Si les Italiens ne sont pas aidés, que ce soit via la Banque centrale européenne, le Mécanisme européen de stabilité ou les fameux « coronabonds », ils risquent de voir leur taux d'intérêt grimper en flèche, ce qui risque de faire exploser la zone euro. C'est le vrai danger. Si ce risque se matérialise, tout sera fait pour sauver l'Italie. Mais le problème se reposera dans quelque temps si un nouveau gouvernement « folklorique » arrive en Italie et veut financer des mesures délirantes. Les Allemands craignent que s'ils acceptent de prêter beaucoup aux Italiens, et que ceux-ci décident un jour de ne plus suivre des politiques raisonnables, ils soient incapables d'arrêter les frais car les Italiens risquent de leur faire un chantage au défaut de paiement en leur disant « vous avez plus à perdre que nous ». On dit que si vous devez 100 euros à un banquier, vous n'en dormez pas la nuit. Mais si vous lui devez un million d'euros, c'est lui qui ne dort pas ! Les Allemands ont très peur de se retrouver dans cette situation.


Retrouvez notre dossier spécial sur la crise du coronavirus et ses conséquences


POLITIQUE


ECONOMIE

Reportages, analyses, enquêtes, débats. Accédez à l'intégralité des contenus du Point >>

Cor







+ 5

LA NEWSLETTER L'ESSENTIEL

2019

Meille

Pour suivre l'évolution de l'actualité sur cette crise inédite majeure, recevez chaque jour à 18 heures l'essentiel de l'information analysée et décryptée par la rédaction du Point et nos alertes info en temps réel.

Sponsorisé

Si v

(jusqu'à 5 fois par jour)

Sponsorisé

Si t

le est pour toi. Pas d'installation

Sponsorisé

Créez votre compte pour accéder à nos contenus en ligne ici 